

Dix ans après la COP21 et les accords de Paris sur le climat, l'heure est à la désillusion, voire à la désespérance pour toutes celles et ceux qui alertent, développent les connaissances, militent, prennent des initiatives concrètes sur leurs territoires depuis des années. Et ça ne s'arrange pas, tant sur le plan international que national. Les premiers décrets présidentiels pris par Donald Trump confirment, hélas, une rupture brutale.

L'Union européenne, jadis fer de lance de la lutte contre le réchauffement climatique, tempore et procrastine. En France, le grand ministère de l'environnement vient d'être démantelé dans l'indifférence générale, et le nouveau premier ministre, François Bayrou, évacue en deux minutes la question climatique et écologique dans sa déclaration de politique générale du mardi 14 janvier. Aucune des stratégies et planifications prévues en la matière n'a été adoptée à ce jour, financements et régulations régressent.

Rien ne semble donc arrêter, ou si peu, la machine infernale qui inéluctablement nous conduit à une planète de plus en plus abîmée et en surchauffe, et à des catastrophes en chaîne. Qu'est-ce qui ne marche pas ? Pourquoi si peu d'avancées ?

D'abord parce que la préservation du climat et des écosystèmes qui nous font vivre physiquement et biologiquement, sans lesquels aucune activité humaine, a fortiori économique, n'est possible, n'a jamais été la priorité politique, ni même une priorité, pour les gouvernements successifs, ni ici ni ailleurs. L'année 2015 elle-même a été marquée en France par de terribles attentats, et une succession de crises politiques et sociales. On peut comprendre que les gouvernants estiment avoir toujours plus urgent à faire dans de telles circonstances que de sérieusement prendre à bras-le-corps le péril écologique et climatique, multiforme, transversal et complexe, nécessitant un engagement sans relâche sur la durée. Mais ils ne sont plus dorénavant excusables.

Par ailleurs, aucun bénéfice politique ni médiatique de la réussite de la COP21 n'a été tiré par le pouvoir en place, qui y avait pourtant largement contribué. La

Marie-Hélène Aubert

La préservation du climat n'a jamais été une priorité pour les gouvernements

L'ex-députée européenne des Verts regrette l'absence de stratégies adoptées pour protéger la planète, tant sur le plan national qu'international, alors qu'il existe des initiatives concrètes en faveur de la mutation écologique



CEUX QUI DÉTIENNENT LE POUVOIR MONTRENT TOUJOURS ET ENCORE UN MODE DE FONCTIONNEMENT DISPENDIEUX ET GASPILLEUR

mobilisation exceptionnelle de la société civile lors de la COP21 n'a pas été valorisée non plus à la hauteur qu'elle méritait dans un projet politique innovant et fédérateur. On pourrait en dire de même du Grenelle de l'environnement, en 2007. Manifestement, les actions ambitieuses en matière de transition écologique ne paient ni médiati-

quement ni électoralement. Les politiques ne les revendiquent même pas, par manque de conviction ou parce que les électeurs n'en font pas une priorité dans leur vote non plus.

Absence d'exemplarité

Immuable, semble-t-il, le modèle économique de la croissance sans fin et les indicateurs d'un PIB [produit intérieur brut] obsolète ne sont toujours pas remis en cause. Les travaux et rapports à ce sujet ne manquent pourtant pas : des indicateurs liés aux 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 à la loi Eva Sas, en France, de nombreuses propositions réalistes ont été faites pour changer notre façon d'appréhender le progrès en matière économique, sociale et écologique. Mais rien n'y fait. Politiques et médias ne jurent toujours que par les taux de croissance, le déficit et la dette, glosant à l'infini sur des prévisions à la décimale près, censées déterminer contre l'évidence prospérité ou déclin.

A cela s'ajoute l'instabilité permanente des dispositifs nationaux destinés à en-

courager la transition écologique. Chaque gouvernement, chaque ministre veut imprimer sa marque, modifie ou supprime ce qu'ont mis en place les prédécesseurs, que ce soit dans le domaine de l'énergie, du logement, du transport, de l'agriculture, de la biodiversité ou de la santé. Les entreprises comme les particuliers n'ont plus ni visibilité ni confiance pour pouvoir réellement investir dans les pratiques et les techniques d'avenir, tant le cadre réglementaire, législatif et financier est mouvant et insécurisant. Comment convaincre alors le plus grand nombre d'effectuer les transformations nécessaires si les acteurs concernés, employeurs et employés, ne voient pas clairement ce qu'ils pourraient y gagner durablement, dans tous les sens du terme ?

Nul exemple, enfin, auquel s'identifier parmi ceux qui détiennent le pouvoir, qui, en dépit de promesses proclamées lors de grands raouts nationaux ou internationaux, montrent toujours et encore un mode de fonctionnement au quotidien dispendieux et gaspilleur, où la communication permanente et l'évé-

nementiel XXL tiennent trop souvent lieu d'action politique.

Déplacements incessants censés montrer une attention pour le « terrain » bien illusoire, jets privés et cortèges de voitures, réceptions de chefs d'Etat ostentatoires et commémorations spectaculaires, aucune volonté affichée de réduire l'empreinte écologique du fonctionnement de l'Etat, c'est peu dire que l'exemplarité n'est pas au rendez-vous. Sans parler de la gabegie et du luxe étalés de façon totalement décomplexée par les plus riches et les plus puissants de ce monde. Or, à l'ère des réseaux sociaux et de l'image de soi, les modèles de réussite et de bonheur promus par les leaders d'opinion, quels qu'ils soient, ont une influence déterminante.

Pourtant, les mots du poète allemand Friedrich Hölderlin : « Là où croît le péril croît aussi ce qui sauve » n'ont jamais été aussi justes. Dans tous les domaines et sur tous les territoires foisonnent les initiatives et les réalisations concrètes en faveur de la mutation écologique, avec le soutien de nombreuses collectivités locales, d'organismes publics, de réseaux d'entreprises ou d'agriculteurs, de fondations et d'innombrables associations. Le problème, c'est que le péril croît hélas beaucoup plus vite que ce qui nous sauverait.

Malgré ce terreau fertile, et ces graines d'avenir germant partout dans le monde, l'écologie n'est toujours pas perçue comme un enjeu éminemment politique qui devrait être placé au premier rang, puisqu'il conditionne la survie même de nos sociétés et de l'humanité. A quand un aspirant ou une aspirante au pouvoir qui aurait le courage et la lucidité de faire de ce changement d'ère la priorité absolue ? ■

Marie-Hélène Aubert a été conseillère du président de la République François Hollande pour les négociations internationales sur le climat et l'environnement (2012-2016), ancienne eurodéputée Verts/Alliance libre européenne (2004-2009) et ancienne députée Les Verts (1997-2002)

Les sciences humaines constituent un rempart essentiel pour la construction d'une société démocratique vigoureuse

S'inquiétant de voir la recherche scientifique faire l'objet d'invectives et de manipulation, les directeurs d'instituts d'études politiques **Dominique Darbon, Eric Darras et Sabine Saurugger** reviennent sur la nécessité de placer ces disciplines au service du débat public

Il est grand temps de replacer la connaissance scientifique au cœur du débat public. Dans un monde marqué par une complexité croissante, le débat public est confronté depuis plusieurs années à la dramatisation, à la spectacularisation, à une polarisation et à une fragmentation alarmante. Tant en France qu'à l'échelle mondiale, l'essor des réseaux sociaux, la brutalisation du débat politique et l'accélération du flux médiatique ont permis la montée des discours clivants et la simplification excessive d'enjeux complexes, au détriment d'un travail de réflexion et de conceptualisation.

Cette situation alimente l'hostilité, l'enfermement dans les préjugés, une dégradation du dialogue et de la recherche de consensus. Elle est d'autant plus préoccupante qu'elle favorise la diffusion de contre-vérités scientifiques sous couvert d'opinions, sapant ainsi les fondements mêmes d'une société éclairée et posant les bases d'un risque réel de recul démocratique.

Si la recherche universitaire est le lieu par excellence du doute radical et du débat critique, elle

ne conduit pas à douter de tout, pas plus qu'elle ne conduit à un relativisme généralisé. La démarche scientifique érige le doute en méthode pour mieux valider des découvertes, produire des résultats qui font consensus en son sein, et différencient les possibles de l'impossible, la réalité de l'imaginaire, le réel du fake. Dans une démocratie, la liberté d'expression scientifique accompagne toujours la recherche sincère de la vérité.

Attaques permanentes

Dans ce contexte, par leur capacité à déconstruire les discours simplificateurs, à identifier les nuances et à analyser les mécanismes de la polarisation elle-même, les sciences humaines et sociales constituent un outil précieux, si ce n'est fondamental, pour éclairer le débat public. Elles discutent désormais avec les sciences du monde physique et naturel, elles permettent de comprendre les racines des clivages sociaux, d'analyser les phénomènes politiques et économiques dans leur complexité et de mettre en lumière les enjeux cachés derrière les discours idéolo-

giques. Elles permettent de dévoiler les fausses évidences et participent à l'éducation des citoyens. Elles s'attachent à comprendre les dynamiques sociales, à identifier les inégalités et à questionner les structures de pouvoir. Elles jouent ainsi un rôle crucial en offrant des perspectives critiques, en éclairant les processus décisionnels ainsi qu'en dévoilant les biais et les incohérences portés par les réseaux sociaux, véhiculés par de « bons mots » ou des expressions non définies qui n'ont pour fonction que l'invective, la déqualification et l'exclusion.

Pour que les sciences humaines et sociales puissent nourrir le débat public, il faut que le pluralisme, la liberté académique et les principes mêmes de la méthode scientifique soient garantis et protégés au sein même des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Il faut donc les protéger contre les attaques permanentes dont elles sont l'objet.

Nos établissements sont des lieux de formation, de recherche, de réflexion et d'innovation. Ils doivent rester ces lieux où la recherche fondamentale et la re-

cherche appliquée peuvent se réaliser librement hors de toute pression grâce aux garanties et protections universitaires. Puisqu'il est parfois difficile de poser un point de vue en toute sérénité, notre rôle est de garantir cette liberté. Il est aussi fondamental que ces lieux soient respectés de tous et consacrés par tous comme des espaces de libre expression des préférences et des opinions.

Les sciences humaines et sociales, qui reposent sur ces principes fondamentaux de critique spé-



SI LA RECHERCHE EST LE LIEU PAR EXCELLENCE DU DOUTE RADICAL ET DU DÉBAT CRITIQUE, ELLE NE CONDUIT PAS À DOUTER DE TOUT

cialisée, de liberté académique, d'indépendance et de rigueur méthodologique et épistémologique, se voient aujourd'hui contrefaites au service d'idéologies hermétiques qui s'affranchissent hélas du débat ouvert et permanent consubstantiel à la recherche. Elles deviennent la cible et l'objet de récupération et de manipulation. Ces invectives permettent, en entretenant la confusion, de contester la démarche scientifique elle-même, et ne cherchent qu'à détruire leurs efforts pour produire les futurs responsables d'un monde en plein changement en les armant au mieux pour servir l'intérêt général.

Protéger

Parce qu'elles observent le monde social de manière méthodique et rigoureuse, les sciences humaines et sociales constituent un rempart essentiel pour la construction d'une société démocratique vigoureuse. Il est urgent de promouvoir une démarche de démocratisation et d'apprentissage au profit de tous les citoyens afin d'en faire un levier pour renforcer les fondations de notre pacte républicain.

Ainsi, appelons-nous à consacrer, mais aussi à protéger et à garantir la place et la mission des établissements d'enseignement supérieur et de recherche dans la démocratie.

Cet enjeu est crucial pour les années à venir. Il s'agit de favoriser une appropriation citoyenne des savoirs critiques et de promouvoir une culture du débat argumenté, fondé sur des faits et des analyses rigoureuses. A plus forte raison, à l'ère de la généralisation de l'intelligence artificielle, ce rebond doit intervenir sans davantage de délais dans les nouveaux médias. La rigueur scientifique et la disputation doivent être favorisées et nourrir une indispensable pluralité des points de vue. ■

Dominique Darbon, directeur de Sciences Po Bordeaux ; **Eric Darras**, directeur de Sciences Po Toulouse ; **Sabine Saurugger**, directrice de Sciences Po Grenoble-université Grenoble-Alpes